

*Par Gabrielle Devarenne \**

**La recrudescence ces dernières semaines des agressions de professeurs dans les établissements scolaires du secondaire souligne l'urgence d'une réflexion globale sur les méthodes et les moyens à mettre en œuvre pour stopper ce qui pourrait être banalisé. Même si la plupart des agressions restent imprévisibles, l'anticipation de tels événements par la mise en place d'un programme d'actions et d'information au sein des rectorats mais aussi des établissements est à privilégier.**

Responsabilité, immédiateté, transparence : ces mots clés de la communication de crise prennent également tout leur sens en milieu scolaire. Face à un public nombreux, plus de 1000 élèves par établissement très souvent, dont les NTIC n'ont plus de secrets pour eux (SMS, mails, photo, vidéo via les téléphones portables multifonctions, et autres blogs...), il est important de réagir dans l'instant pour clarifier l'information, et que celle-ci émane d'une source fiable et officielle. La tentation serait grande de ne pas communiquer sur ce type de faits sous prétexte de préserver la réputation des établissements, ou d'éviter que des faits similaires ne se reproduisent dans d'autres, avec pour excuse un climat de violence latent généralisé. Il est clair qu'il est difficile de mesurer les risques de « contagiosité » de ces passages à l'acte.

Dans le cas de la Cité Scolaire Internationale de Lyon, où un enseignant a été poignardé (hors de danger aujourd'hui) le 5 mars dernier par un lycéen, une vraie réactivité de la part du rectorat et du lycée a permis d'éclaircir les faits auprès de la presse. Et, une prise en charge des élèves de la classe concernée a été effectuée suite à l'événement. Une réunion d'information a eut lieu dans le gymnase regroupant les élèves du collège et du lycée. Les élèves ont écouté attentivement leur proviseur qui a « condamné l'acte mais plaint son auteur ». Leurs applaudissements à la fin des interventions des représentants des élèves, des professeurs, et des parents ont témoigné d'une grande cohésion.

Dans ce contexte spécifiquement international, le champ de répercussion est géographiquement et culturellement plus étendu puisque quarante-huit nationalités sont représentées. Sept sections internationales de l'école élémentaire au lycée : allemande, anglaise, espagnole, italienne, japonaise, polonaise et portugaise. Une population scolaire composée principalement d'enfants de cadres expatriés de multinationales et d'enfants de couples mixtes. Une situation d'ordinaire sans histoire mais à laquelle peuvent s'ajouter des problèmes familiaux qui à l'échelle de la planète s'intensifient (séparation et éloignement des familles). Le modèle « split family » dont souffrent beaucoup de cadres expatriés se répercute a fortiori sur les enfants et adolescents, population éminemment sensible.

Le rôle exemplaire des CPE (conseillers principaux d'éducation), une exception française, pour favoriser le dialogue avec l'ensemble des acteurs de la communauté scolaire, est un moyen de prévention, d'alerte sur certains problèmes très efficace. Mais le manque de personnel pour compléter cette action notamment de psychologues, est à souligner. La mise en place d'une cellule d'aide psychologique après les faits, et la possibilité pour les élèves qui le souhaitent d'assister à une séance d'information donnée par des avocats sur les droits et le statut de l'enfant dans un cas de délinquance (matériel ou physique) est aujourd'hui courante. L'information et la sensibilisation en amont, de façon régulière et auprès de l'ensemble des élèves, le sont moins ou parcellisées par manque de moyens.

Avril 2007

*\* Gabrielle Devarenne est Consultante en communication  
Tél. : +33 (0)6.60.73.70.98 - E-mail : Gabrielle.DEVARENNE@gmail.com*

Magazine de la communication de crise et sensible.

(c) Tous droits réservés par les auteurs